



## La dictature en marche

### Éditorial

A Marche forcée, bafouant la représentation nationale et les syndicats, le Président de la République met en œuvre sa destruction de la société française.

Au prétexte que les Français l'ont élu pour ça, le chef de l'État refuse tout débat, toute contestation de ses contre-réformes et méprise ceux qui ne sont pas d'accord avec lui. Certes, il donne l'impression de consulter en organisant des assises sur ceci, des états généraux sur cela. Mais au bout du compte, il met en œuvre exactement ce qu'il avait décidé.

Rappelons-nous, ce n'est pas si vieux que le président élu n'a recueilli que 27,72% des suffrages exprimés au 1er tour de la présidentielle. Au 2nd tour, il a été élu par défaut, avec seulement les voix de 40% de la population. En plus, face à la menace du Front National, beaucoup de citoyens ont voté pour Emmanuel Macron, non pas parce qu'ils adhéraient à son programme, mais par réflexe républicain.

Assurément, beaucoup s'interrogent de ce qu'il est advenu de la démocratie, tant la dérive autoritaire du pouvoir s'affirme de jour en jour.

La démocratie, ce n'est pas voter une fois tous les 5 ans et ensuite la fermer. Même en Corée du Nord, il y a des élections.

La démocratie, c'est «le gouvernement par le peuple et pour le peuple». Elle doit s'exprimer partout et à tout moment, aussi bien dans les urnes que dans la rue.

Il y a 50 ans, en 1968, des citoyens ont fait voler en éclats les rigidités d'une société sclérosée. Le Chef de l'État de l'époque régnait en despote. L'histoire ne se reproduit jamais de la même façon mais bien souvent les mêmes causes produisent les mêmes effets.

### Fonctionnaires, nous ne méritons pas ça !

Le service public, c'est ce qui donne corps à la société et permet le vivre ensemble au-delà des égoïsmes de chaque individu. Il fonctionne sur une logique non marchande dans le sens de l'intérêt général.

C'est pourquoi en voulant instaurer une rémunération au mérite pour les fonctionnaires, le gouvernement met en péril l'essence même du service public. En effet, ce n'est pas parce que dans le secteur marchand une rémunération basée en partie sur les résultats est mise en place qu'on peut l'imaginer dans le service public qui n'a rien à vendre.

La rémunération au mérite est destructrice et elle individualise le service rendu à l'utilisateur, au risque de le transformer en client.

Or, usager et client est fondamentalement différent, dans le sens où payer pour une prestation n'est pas la même chose que de bénéficier d'un service, quitte à contribuer financièrement à son fonctionnement par l'impôt.

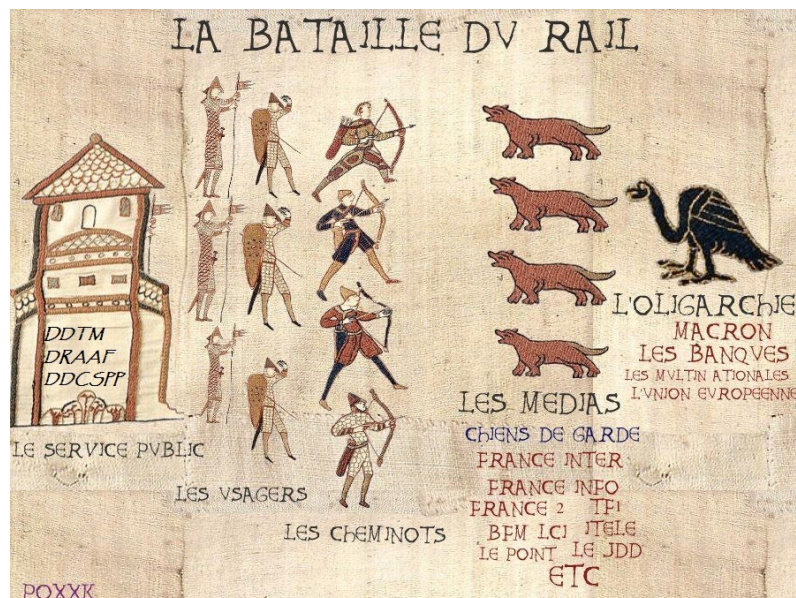
C'est aussi infantilisant : « si tu travailles bien, tu auras un bon point ».

C'est méprisant à l'égard des agents et de leur mode de travail. Chacun a ses rythmes et il ne faut pas confondre quantité et qualité. Ce qui compte est la satisfaction de l'utilisateur et la satisfaction du travail bien fait. C'est extrêmement subjectif ; en effet, la modulation d'une prime est décidée par le chef de service. Il suffit qu'il ait des comptes à régler avec tel ou tel agent pour l'aligner sur sa rémunération et pratiquement en toute impunité.

Certains chefs de service sont encore plus pervers et usent de ce pouvoir de modulation pour tenter d'affirmer un pouvoir qu'ils n'ont pas. Ils tentent ainsi de masquer leur incompétence et leur inaptitude à animer une équipe. C'en est pathétique...Et pourtant, la plupart du temps, nos chefs échappent à la modulation. Nos directeurs ne peuvent pas admettre s'être trompés en les choisissant et donc ne peuvent se dédire en les modulant à la baisse.

Ce monde merveilleux de la rémunération au mérite peut très vite se transformer en cauchemar.

Alors, soyons vigilants ; les mesures proposées par le gouvernement et qui semblent de bon sens sont des leurres. Agents du service public, résistons et battons-nous pour que la société de solidarité, d'égalité et de fraternité puisse continuer à vivre. C'est cela la mission du service public !



## Audience chez le Préfet

Le 1<sup>er</sup> mars, l'intersyndicale de la DDCSPP : FO, CGT, CFDT, FSU a été reçu par M. Mirmand, Préfet d'Ille-et-Vilaine, pendant près de 2h30. Le temps imparti pour ce rendez-vous s'est avéré largement dépassé.

Notre interlocuteur a pu se rendre compte du bien-fondé des revendications des représentants du personnel et du travail conséquent à effectuer pour reprendre un dialogue en toute sérénité.

L'unanimité de l'intersyndicale fait plier la direction qui devra répondre concrètement à nos questions lors du prochain comité technique prévu le 24 avril à la DRJSCS.

Nous pouvons espérer que la délocalisation de ce comité ouvre de nouveaux horizons à une direction sourde et aveugle.

## Bulletin météo du dialogue social à la DDTM

En ce début d'année 2018, la tempête qui soufflait sur la DDTM semble être passée. Cette période a été marquée par l'arrivée du nouveau directeur. A la suite d'une rencontre bilatérale avec la FSU, d'un CHSCT le 13/02 et d'un CT le 22/02, la Direction a pris conscience des difficultés que rencontre sa structure depuis de nombreuses années.

Il ressort de ce premier trimestre une éclaircie notable, que nous souhaitons durable, des signes positifs comme les ordres du jour des instances traités intégralement, un dialogue franc, une écoute, des prises de décisions. Pour le moment, le temps est clément. En espérant que le maintien des vents reste favorable, nous restons vigilants et guettons le ciel menaçant du prochain ouragan nommé «*Action Publique 2022*».

## Les agents qui ne servaient à rien !

A la DDCSPPP 35, lorsque des agents qui ont travaillé consciencieusement pendant de nombreuses années dans le service SQSA partent à la retraite, ils ne sont pas remplacés car la direction ne le demande pas. Car, selon elle, les scandales alimentaires appartiennent désormais à une époque à jamais révolue...

A-t-on déjà vu des lasagnes à la viande de cheval, du fipronil dans les oeufs ou du lait pour bébé avec des salmonelles resté dans les rayons des supermarchés ?

Non bien-sûr, car les industriels de l'agroalimentaire sont des gens responsables et donc nul besoin de les contrôler et ainsi de recruter des techniciens...

En conclusion, cette situation montre le peu de considération de la direction envers des agents qui ont assuré l'inspection des denrées alimentaires avec sérieux et toujours dans le but d'un haut niveau de sécurité alimentaire.

PS : Vous noterez au passage que cette pratique est différente pour les agents de catégorie A que l'on s'empresse de remplacer...

## ENVSU : En marche pour sa fermeture

En 2008, la RGPP a fermé 8 CREPS sur 24 (établissements de formation sportive). La FSU s'est battue pour sauver celui de Dinard. Cette action a contribué à un simili-sauvetage avec le Conseil Régional.

La France n'a plus que 2 écoles nationales en sports : montagne et voile.

3 mois après l'instauration de CAP 2022, la Ministre des Sports est prête à fermer l'École Nationale de Voile et des Sports Nautiques implantée à Quiberon. Ces fermetures détruisent la Fonction Publique et les services publics. Perdre des fonctionnaires et leurs savoir-faire mène à la catastrophe. Au Canada, une RGPP a eu lieu début 2000. Depuis, ils ont mis en place une «relève» et souffrent toujours de ces destructions.

Pourtant, dans 6 ans, la France accueillera les Jeux Olympiques «Paris 2024». La politique de notre gouvernement semble l'oublier.

## Les déménageurs bretons à la DRAAF

A la DRAAF, certains doivent penser que mettre en œuvre de multiples déménagements permet de favoriser l'activité et la convivialité au sein des services. C'est le cas au SREFAA\* où un énième projet de changement de bureaux semble en cogitation.

Ce projet répond-il à une attente pressante d'une majorité des agents de ce service ? Pour favoriser une bonne qualité des liens entre les personnels, d'autres moyens existent sûrement.

En n'hésitant pas à associer l'ensemble des agents à s'exprimer sur ces sujets, il doit y avoir assurément d'autres bonnes idées à prendre. Par exemple, pourquoi ne pas rebaptiser ce service le SSBF (Service Sans Bureau Fixe) ? C'est plus simple comme sigle et c'est un 1<sup>er</sup> parfum de décroissement !

\*Service Régional d'Economie et des Filières Agricoles et Agroalimentaires

